

la mine d'or Wasamac remerciera de leurs services 350 employés. Ce matin même, je recevais un appel téléphonique du bureau d'assurance-chômage de Rouyn, m'informant que la mine *Molybdenite*, de Lacorne, mettra à pied 180 personnes dès la prochaine fin de semaine. La mine *Cadillac Moly* a déjà mis fin à son exploitation. On ferme des industries, alors que le gouvernement crée des nouveaux ministères destinés à combattre le chômage. Quelle farce monumentale! Plus on parle de combattre le chômage, plus on permet au nombre de chômeurs de s'accroître. On forme de nouveaux ministères, comme celui de l'Environnement, en vue de coordonner l'activité de tous les autres ministères. On parle de la création d'une Corporation de développement du Canada, en vue d'assurer la création de nouvelles industries, alors qu'on ne peut pas utiliser ce que notre industrie, notamment nos cultivateurs, sont en mesure de produire. Pourquoi? Parce qu'on ne présente pas de solution susceptible de résoudre le problème.

Et lorsqu'une journée comme celle-ci nous est accordée, en vue de nous permettre de présenter des suggestions, nous constatons le peu d'intérêt que portent à une question aussi fondamentale non seulement les députés, mais aussi les courriéristes parlementaires, toujours en quête de scandales et de nouvelles sensationnelles. Il suffit de jeter les yeux sur la tribune de la presse pour constater qu'il n'y s'en trouve qu'un seul, et c'est sans doute le représentant de la Presse canadienne. Aucun journal n'est représenté; la Société Radio-Canada ne l'est pas non plus. Alors que nous parlons de choses sérieuses et que nous pouvons présenter des solutions, personne n'est là pour les entendre.

Si l'on avait annoncé, ce matin, qu'on allait discuter du procès de Paul Rose, à Montréal, la tribune serait pleine à craquer pour entendre ce qu'on a à dire là-dessus. Quand on parle des solutions économiques aux problèmes qui se posent présentement, la tribune est vide. Monsieur l'Orateur, il est scandaleux de voir le comportement de ceux qui se disent les informateurs du peuple canadien. Ils se sont sauvés dès que nous avons commencé à traiter de cette motion de défiance.

Monsieur l'Orateur, les créditistes répètent encore au gouvernement que ses solutions n'en sont pas présentement. Le gouvernement ne dispose pas des bons moyens pour résoudre la crise du chômage. On parle d'augmenter le pouvoir d'achat des gens. Je lisais récemment dans *Le Petit Journal* de Montréal, sous la signature de M. Maurice Roy, l'éditorial que voici, et je cite:

• (3.40 p.m.)

Une pluie de dollars.

La sixième tranche du rapport de la Commission d'enquête sur la santé et le bien-être propose le versement d'un revenu minimum garanti à tous les citoyens, si Québec réussit à récupérer d'Ottawa les régimes de sécurité du revenu.

En bref, c'est du crédit social déguisé.

Ce n'est pas moi qui ai écrit cela, mais M. Maurice Roy. Je continue la citation:

La même proposition, formulée depuis longtemps par M. Réal Caouette, était utopique. Il faudrait essayer de comprendre maintenant pourquoi l'octroi de \$2,000 aux célibataires et de \$3,400 aux couples mariés n'est plus utopique. En passant, rappelons que Réal Caouette n'a jamais coûté aux contribuables aussi cher que les travaux de la Commission sur la santé et le bien-être. Des économistes avertis soutiennent que le versement d'un revenu garanti contribuerait à stimuler l'économie.

[M. Caouette.]

Voilà 30 ans que nous préconisons l'augmentation du pouvoir d'achat des Canadiens, afin de stimuler l'économie canadienne. Les économistes, comme le gouvernement, disaient que nous prêchions quelque chose d'utopique. Voilà maintenant qu'on reconnaît le fait qu'un revenu annuel garanti contribuerait à stimuler l'économie. Je continue à citer:

Peut-être, mais à condition que l'argent soit dépensé à bon escient.

Cette pluie de dollars sur le peuple contribuerait-elle à favoriser le travail? Peut-être, mais plusieurs bénéficiaires, à l'heure actuelle, préfèrent rester chez eux parce que c'est plus payant que de travailler.

Devant tous ces problèmes, il faudra probablement une deuxième commission d'enquête pour appliquer les recommandations de la première.

Monsieur l'Orateur, M. Maurice Roy écrit qu'il s'agit de Crédit social déguisé; ce n'est même pas du Crédit social déguisé, parce que les propositions de la Commission tendent plutôt à appliquer des mesures visant à enlever de l'argent à ceux qui en ont pour le donner à ceux qui n'en ont pas, ce qui est exactement contraire au crédit social.

Qu'est-ce que le Crédit social propose? Il préconise le minimum vital, savoir le revenu annuel garanti non pas pris dans les goussets de celui qui possède quelque chose, mais à même les immenses ressources du Canada, en utilisant les fonds de la Banque du Canada, en créant les fonds nécessaires, comme le peuple canadien est capable de créer les biens et les services, au Canada. Dans la même proportion que le peuple canadien est capable de développer son pays, le gouvernement a le devoir d'utiliser les services de notre institution financière qui s'appelle la Banque du Canada.

A ce moment-là, nous respecterions les avoirs de ceux qui possèdent, sans rien enlever à qui que ce soit. Le Canada est capable de donner à tout le monde. Il s'agit, pour cela, de constater que l'ensemble de la population, en plus de dépenser tout son revenu, tout le revenu national annuel, s'endette auprès des compagnies de finances pour 12 milliards de dollars. Pourquoi? Parce que les Canadiens ne disposent pas du pouvoir d'achat nécessaire pour acheter les produits qui existent.

Pourquoi les usines ferment-elles leurs portes présentement? Les dirigeants de Massey-Ferguson l'ont dit: Nous avons trop de machines. Avons-nous trop de machines? Existe-t-il une trop grande production de machines agricoles ou bien une sous-consommation? Allons le constater chez les cultivateurs de l'Ouest des provinces centrales, de la province de Québec ou des provinces Maritimes. Si ces gens-là possèdent toutes les machines agricoles nécessaires pour travailler, nous allons trouver un marché extraordinaire. La compagnie Massey-Ferguson doublerait le nombre de ses employés si elle pouvait écouler la production de machines agricoles qu'elle peut produire dans ses usines.

Que doit faire le gouvernement afin de solutionner le problème des mises à pied, du chômage, de la misère, etc.? Nous lui avons fait des suggestions à la Chambre, à maintes reprises.

Nous revendiquons, par exemple, que toutes les personnes mariées dont le revenu annuel est inférieur à \$5,000 soient exemptes de l'impôt sur le revenu. Nous réclamons la même chose pour les célibataires gagnant moins de \$3,000 par année.